

L'Assemblée a voté la loi des 18 mois

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE



SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

19, rue Daguerre, Paris (14^e). — Téléphone : SUFFREN 62-31

C. C. P. Mlle Picard 5660-38 Paris

Tous unis contre les 18 mois

FORMEZ VOS COMITÉS DÉMOCRATIQUES DE LUTTE

Les travailleurs belges ont montré comment on brisait une attaque réactionnaire.

La bourgeoisie française et son Parlement auraient-ils osé voter la loi des 18 mois ?

La misère ouvrière s'aggrave

VOICI venir l'hiver et ses tristes conséquences pour les foyers ouvriers. Depuis le premier trimestre 1949, les salaires sont bloqués et à part quelques entreprises où il fut possible d'arracher quelques miettes...

Parallèlement à cette offensive menée sur le plan économique contre les travailleurs, les gérants loyaux des affaires du capitalisme, les Moch, Queuille et autres Pléven portent toutes une série de coups aux droits politiques des travailleurs...

En effet, entre autres choses, ces conventions stipulent qu'elles seront signées à l'échelon régional et même à l'échelon local.

Cependant, devant la volonté d'unité qui se manifeste à la base, les centrales sont obligées d'en tenir compte et sur la question de la fixation du minimum vital, l'accord se réalise au sommet autour du chiffre de 17.500.

les 18 mois, la loi peut être abrogée. Pour cela, il faut s'unir, il faut réaliser le front unique de tous les travailleurs jeunes et adultes mobilisés et civils.

COMBATTRE LES 18 MOIS

Aucun travailleur ne veut la guerre. Pourquoi ne pas s'unir contre cette mesure de préparation à la guerre.

Nombreux sont les travailleurs qui considèrent à juste titre que la dictature bureaucratique qui pèse sur les peuples soviétiques doit être brisée, mais peuvent-ils confier aux capitalistes et à leur appareil militariste le soin de rétablir la démocratie prolétarienne en U.R.S.S. ?

Les 18 mois servent tout de suite à la bourgeoisie pour la guerre actuelle en Indochine. C'est un risque de voir les jeunes radicaux et expédiés à l'autre bout du monde.

On n'a jamais vu l'armée utilisée par le gouvernement bourgeois pour mettre un patron à la raison — mais toujours pour briser les grèves.

Aux Assises de la Paix

Un militant du P.C.I. propose des moyens d'action efficaces pour lutter contre la Guerre.

C'EST en vain que les milliers de militants ouvriers qui participent aux Assises de la Paix ont cherché dans la résolution présentée, un seul point leur permettant d'organiser une lutte concrète contre le préparatif de la guerre.

De nombreux militants, au cours de leurs interventions, avaient insisté sur la lutte contre les 18 mois. Notamment un jeune chrétien du 15^e arrondissement, un délégué de chez Renault, Alain Bouillet, Friedman du 20^e.

Or, la résolution finale se garde de poser le problème de la lutte contre les 18 mois. Aboulker, qui présentait la résolution, dut, devant l'hostilité de la salle, revenir par trois fois expliquer que la lutte contre les 18 mois n'avait pas été incluse dans la résolution, car, dit-il, ce serait élargir de nous certains qui sont favorables aux 18 mois et nous devons, au contraire, élargir le plus possible le mouvement pour la paix.

Ce faisant, Aboulker soulignait l'impopularité du mouvement des partisans de la paix qui place son action non sur l'action des masses exploitées et du prolétariat, mais au contraire dans le cadre de la collaboration des classes.

Cette orientation fut notamment définie dans un passage de l'intervention d'André Blanchet, reprise et soulignée par l'Humanité comme remarquable.

les intérêts des travailleurs. D'autant plus que si on laisse faire le patronat sur ce point, il se sentira renforcé pour combattre sur tous les autres et en particulier contre le niveau de vie.

Laisser les jeunes s'abrutir 6 mois de plus — payer plus d'impôt — laisser faire un pas sur le chemin de la guerre — donner des troupes à la répression — risquer que les fils de travailleurs aillent tuer et se faire tuer contre des peuples voulant être indépendants, voilà ce que sont les 18 mois. Contre eux, il faut s'unir.

IL SUFFIT D'ÊTRE CONTRE LES 18 MOIS POUR S'UNIR

Nous sommes contre, les 18 mois pour

Tandis que Moscou a abandonné le peuple coréen LES COMMUNISTES CHINOIS VIENNENT A SON AIDE

La guerre de Corée, que quelques bonnes âmes voyaient terminée après les grands opérations de Mac Arthur, rebondit grâce à une résistance magnifique du peuple coréen et de ses armées.

La « démocratie » de Syngman Rhee

La presse bourgeoise fait grand état d'une intervention chinoise pour expliquer les revers des Américains. Nous reviendrons plus loin

toutes ces raisons, parce que nous sommes contre la bourgeoisie, son Etat, son appareil militaire. Nous appelons les travailleurs à les détenir pour instaurer leur république, la république socialiste. Nous sommes contre...

Mais nous n'exigeons pas que tous les travailleurs et toutes les organisations, jeunes, adultes, disent défendre les ouvriers, soient d'accord avec nous ni qu'ils soient d'accord entre eux sur toutes les questions pour s'unir et combattre ensemble.

Nous ne demandons à personne d'être d'accord avec nous sur l'U.R.S.S., la guerre d'Indochine ou l'utilisation des troupes contre les grèves.

Les chefs socialistes belges se prononcent contre les 2 ans parce qu'ils pensent que le service d'un an donne une meilleure armée à la bourgeoisie.

Notamment par des déclarations de Chou En Lai, à hautement affirmé, a été décrié avec le peuple coréen contre l'impérialisme.

sur ce point, mais soulignons que cette même presse est assez discrète sur la « démocratie » que les Nations Unies ont fait triompher en Corée.

Par contre, quelle différence d'attitude de la part des autorités soviétiques. Aucune déclaration officielle de leur part n'a exprimé de solidarité morale avec la lutte du peuple coréen.

La politique du Kremlin

Par contre, quelle différence d'attitude de la part des autorités soviétiques. Aucune déclaration officielle de leur part n'a exprimé de solidarité morale avec la lutte du peuple coréen.

Cette attitude du gouvernement soviétique — un véritable abandon du peuple coréen en lutte contre l'impérialisme — a suscité des inquiétudes chez les militants du P.C. Cette inquiétude fut assez forte pour amener J. Vermeersch, membre du Bureau Politique, à écrire un article dans l'Humanité pour dénoncer les positions d'un membre de la section de Chateaux qui, bien en

(Suite page 3) Pierre FRANK.

L'aide des communistes chinois

Combatte l'impérialisme, soutien les peuples coloniaux en révolte et le premier devoir du militant révolutionnaire.

La politique extérieure de la Yougoslavie

QUE la Yougoslavie, sous la direction de son parti communiste, avance dans la voie du socialisme, cela ne peut faire de doute pour le témoin de bonne foi.

A cet égard, la récente loi sur la gestion ouvrière des entreprises et le mot d'ordre « L'usine aux Ouvriers » représentent le pas le plus audacieux accompli par la révolution socialiste dans n'importe quel pays, est un acquis pour le mouvement socialiste international.

Au cours du mois d'octobre, le Comité central du P.C.Y. a pris de nouvelles mesures, nécessaires par les difficultés de ravitaillement, qui confirment cette orientation et rendent la révolution yougoslave plus dirigée d'admiration et de la solidarité du prolétariat international.

Le développement socialiste de la Yougoslavie, dit le Comité central yougoslave, s'effectuant sous la direction d'un parti révolutionnaire, se fait, à la différence de ce-

(Suite page 4) P. TANGUY.

L'INTERVENTION DE NOTRE CAMARADE

Mais dans ces années de la paix, une voix révolutionnaire se fit entendre, celle de notre camarade Stéphane Just, membre du Comité Central de notre parti, propos un vaste front unique contre les 18 mois, l'organisation d'une journée internationale de lutte contre la prolongation du service militaire.

(Suite page 4) Fred CRESENT.

33^e anniversaire de la révolution d'Octobre

Ils ont assuré la paix en faisant la révolution

Il y a trente-trois ans, en pleine guerre impérialiste, le prolétariat russe prenait le pouvoir sous la conduite du Parti Bolchevik. La révolution de Février avait marqué le début de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Mais le prolétariat russe avait laissé aux dirigeants opportunistes menchevicks et socialistes révolutionnaires le soin de conduire sa révolution. Ceux-ci soutenaient le gouvernement provisoire libéral petit bourgeois qui entendait continuer la guerre impérialiste commencée sous la direction du tsarisme et par conséquent la continuation de la guerre. Avant le retour d'émigration de Lénine, la direction du Parti Bolchevik suivait un cours opportuniste. En défendant le mot d'ordre de « dictature démocratique et non socialiste », elle donnait au rôle du prolétariat et des soviets une limite bourgeoise démocratique. Comme le dit Trotsky dans l'Histoire de la Révolution Russe, « ils amenaient le Bolchevisme aux limites du menchevisme ».

Ce sera le retour de Lénine, puis ensuite celui de Trotsky qui permettra le redressement de la ligne du Parti et du cours de la Révolution et qui assurera en quelques mois le triomphe définitif du prolétariat et des masses paysannes russes.

S'appuyer sur les masses et sur le prolétariat international

Avant son retour d'émigration, Lénine avait senti le danger d'opportuniste qui menaçait la Révolution et dans sa lettre de l'été...

« Le prolétariat a deux alliés: c'est d'abord la masse immense forte de dizaines et de dizaines de millions, l'énorme majorité de la population, du semi-prolétariat, et en partie des petits paysans de Russie... L'autre allié du prolétariat russe, c'est le prolétariat de TOUS les pays belligérants et de tous les pays en général. Aujourd'hui il est accablé par la guerre et trop souvent parlent en son nom les social-chauvins qui, en Europe, comme Pékankov, Gvozdev, Pasternak en Russie, sont passés à la bourgeoisie. Mais chaque mois de guerre impérialiste l'affranchit un peu plus de leur influence et la Révolution russe hâtera puissamment, INFAILLIBLEMENT ce processus. »

Expliquer le vrai caractère de la guerre

Parce qu'ils voulaient maintenir à tout prix leur compromis avec la bourgeoisie, les dirigeants sociaux-démocrates se devaient de cacher le véritable caractère de la guerre. Dénonçant « l'agression de l'impérialisme germanique qui menaçait les conquêtes de la révolution », ils demandaient en fait au peuple russe de renoncer à celle-ci pour continuer la guerre de la bourgeoisie.

« Ce qu'il nous faut, c'est savoir expliquer aux masses que le caractère politique et social de la guerre n'est pas déterminé par la « bonne volonté » de ses individus et des groupes ou même des peuples, mais par la situation de la classe qui fait la guerre, par la politique de cette classe, politiques dont la guerre est le prolongement, par les RELATIONS du capital, forces économique dominante de la société d'aujourd'hui, par le caractère IMPÉRIALISTE du capital international, par la dépendance financière, bancaire, diplomatique de la Russie à l'égard de

TROTSKY DANS LA RÉVOLUTION

Au cours des journées de juillet, Lénine écrivait au Comité Central au sujet de la candidature de Léon Trotsky sur la liste des candidats bolcheviques à l'Assemblée Constituante: « Il va de soi que... personne ne songerait à discuter une candidature comme celle de L. D. Trotsky par exemple, puisque... »

En juin 1919, pendant la guerre révolutionnaire, Lénine renoua une feuille en blanc au bas de laquelle figuraient les lignes suivantes: « Camarades, »

« Commission la rigueur des ordres du camarade Trotsky, je suis tellement persuadé, d'absolument convaincu de la justesse, de

l'opportunité et de la nécessité, dans l'intérêt de la cause, de l'ordre donné par le camarade Trotsky que je l'approuve entièrement. Si, pour une raison quelconque, vous n'acceptez pas, retournez-moi toute le dossier, je considérerai cela comme signifiant votre refus. »

me fier à leur impartialité. C'est même tout le contraire. Si vous consentiez à prendre sur vous cette défense, je pourrais être tranquille. Si, pour une raison quelconque, vous n'acceptez pas, retournez-moi toute le dossier, je considérerai cela comme signifiant votre refus. »

l'Angleterre, de la France, etc... Il est IMPOSSIBLE de s'arracher à la guerre impérialiste, IMPOSSIBLE d'obtenir une paix démocratique non imposée par la violence sans renverser le pouvoir du Capital, sans faire passer le pouvoir à une AUTRE classe, le prolétariat. »

Cette leçon, valable à cette époque, le reste toujours. Comme elle est riche d'enseignements aujourd'hui même, dans le cadre de la préparation d'une troisième guerre impérialiste. Alors que les directions ouvrières essayent au profit de l'un ou de l'autre des deux blocs, de soutenir la bourgeoisie ou de faire des compromis avec elle, c'est plus que jamais dans la voie du renversement du pouvoir bourgeois que doit s'engager le prolétariat.

Si tu veux la paix, prépare la Révolution

Lénine sait que seule la prise du pouvoir

par les masses opprimées permettra au peuple russe de sortir de la guerre et de déclarer la paix au monde. Dans cette période de février à octobre, son opportunisme fleurit, il s'appuie obstinément sur les traditions de lutte révolutionnaire, il reprendra sans se laisser les directives que le bolchevisme avait tracé dès le début de la guerre. Dans ce même article du mois de novembre 1914, il avait déjà dit:

« ... Notre représentation parlementaire — la fraction ouvrière social-démocrate de Rus. — à la Douma d'Etat — a jugé de son devoir absolu, de son devoir socialiste, DE NE PAS VOTER LES CREDITS DE GUERRE (souligné par nous) et même de quitter la salle de séances de la Douma pour marquer encore plus énergiquement sa protestation; elle a jugé de son devoir de légitimer la politique des gouvernements d'Europe, comme une politique impérialiste. Et malgré l'oppression décapitée du gouvernement tsariste, les ca-

marades ouvriers de Russie publient dès maintenant les premiers appels à la lutte contre la guerre; c'est ainsi qu'ils remplissent leur devoir envers la démocratie et l'Internationale. »

« ... Pour nous, social-démocrates russes, il est hors de doute que le moindre mal serait la défaite de la monarchie tsariste, le gouvernement le plus réactionnaire et le plus barbare qui opprime le plus grand nombre de nations et la plus grande masse des populations d'Europe et d'Asie. »

Fidèle à cette orientation et à cette tradition révolutionnaire, il prolongeait en écrivant en avril 1917:

« Cette Révolution a fait le premier pas vers la cessation de la guerre. Seul le SECOND PAS — le passage du pouvoir au prolétariat — peut en ASSURER la cessation. Ce sera dans le monde entier la « rupture du front », du front des intérêts du Capital, et ce n'est qu'en rompant ce front que le prolétariat peut soustraire l'humanité aux horreurs de la guerre et lui dispenser les bienfaits d'une paix durable. »

« Et c'est en créant les Soviets de députés ouvriers que la Révolution russe a amené le prolétariat de Russie tout près de cette rupture du front du Capital. »

Dans la même période, Trotsky, encore retenu en Amérique par le gouvernement bourgeois, écrivait dans le quotidien new-yorkais *Novy-Mir*:

« Maintenant, ils (les ministres bourgeois du gouvernement provisoire de Russie) vont parler, bien entendu, de la nécessité de « défendre les conquêtes de la Révolution » contre un écrasement venant du Hoosozellen. Et les social-patriotes feront chorus avec eux. »

« S'il y avait quelque chose à défendre, leur répondrons-nous. En premier lieu, il faut garantir la Révolution contre l'ennemi intérieur. Il faut, sans attendre l'Assemblée constituante, bayer les vestiges de la monarchie et du serfage... Pour remplir cette tâche, il ne peut y avoir, s'appuyant sur le prolétariat, qu'un gouvernement révolutionnaire qui écartera du pouvoir les Goutchkov et les Miloukov. »

L'Union des Travailleurs fera la Paix du Monde

C'est en luttant pour la prise du pouvoir sur un plan révolutionnaire et international que les bolchevicks, conduits par Lénine et Trotsky, ont permis au peuple russe de se soustraire à la guerre impérialiste. En suivant cette voie, ils ont montré au prolétariat mondial le chemin à suivre et ont puissamment contribué à mettre fin à la première guerre impérialiste. C'est en suivant leur exemple et en restant fidèles à leurs leçons que les travailleurs mettront aujourd'hui en échec les plans de guerre de l'impérialisme et arracheront leur émancipation définitive.

L'Internationale ouvrière n'est pas morte et ne mourra pas. Les masses ouvrières créeront, en dépit de tous les obstacles, une nouvelle Internationale. Le triomphe actuel de l'opportunisme n'est pas durable. Plus il y aura de victimes dans la guerre et plus clairement apparaîtra pour la masse des ouvriers la trahison de la cause ouvrière par les opportunistes, ainsi les masses de travailleurs formeront les armes contre les gouvernements et la bourgeoisie de leurs pays respectifs.

« C'est net dans cette voie que le prolétariat pourra secouer sa dépendance vis-à-vis de sa bourgeoisie chauvine et, sous le signe de la fraternité internationale, se réunir en une seule force pour le triomphe de la révolution et de la liberté réelle des peuples et sur le chemin du Socialisme. »

« Vive la fraternité internationale des ouvriers contre le chauvinisme et le patriotisme de la bourgeoisie de tous les pays! »

« Vive l'Internationale ouvrière affranchie de l'opportunisme! »

Les travailleurs, en cette période de préparation d'une troisième guerre impérialiste, se rappellent cet appel du Comité Central du Parti Bolchevik lancé trois mois après le déclenchement de la première « croisade » pour le droit et la civilisation. »

M. CORVIN.

LA VIE DU PARTI

Les cellules de la région parisienne poursuivent l'action pour la défense de "l'Algérie Libre"

CHEZ Renaud, le tract diffusé par nos camarades le jeudi 19 octobre, et accompagné de la signature de listes de pétition contre les sautes illégales de l'organe de défense des travailleurs algériens a rencontré auprès des ouvriers un accueil si favorable que nos camarades ont effectué une seconde diffusion la semaine suivante. La encore plusieurs listes de pétition ont été remplies par les travailleurs de chez Renaud pour manifester leur solidarité vis-à-vis de leurs camarades nord-africains.

Dans le 15^e, un tract a été également diffusé par nos camarades, aux deux marchés Duplex et Saint-Charles, ainsi que dans les rues de l'arrondissement voisines de ces points. Là encore les travailleurs et les ménagères du 15^e ont bien volontiers signé les listes de pétitions que nos camarades leur présentaient. Si volontiers même que la police fut alertée et qu'un essai fut tenté pour empêcher l'action de continuer. Les flics arrêtèrent la camarade Minquet, Secrétaire régionale, au moment où elle se rendait chez Renaud pour signer les listes. A milieu de la réimpression générale, ils mirent le reste des tracts et manuscrits entre cambrés qui fut restitué deux heures au commissariat.

A la note de cela, nos camarades du 15^e ont envoyé aux organisations locales une lettre où ils déclaraient: « Malgré cette répression, l'accent fait par les travailleurs du 15^e à notre tract et aux camarades qui leur présentent les listes de pétition, a amoindri gravement l'existence d'un large courant de sympathie pour la lutte des travailleurs algériens. »

de l'arrondissement et font signer les listes de protestation, il est vraisemblable que la police ne pourra rien faire. C'est pourquoi, tout en continuant notre action de solidarité pour les travailleurs algériens, nous vous demandons votre accord pour une réunion dans laquelle nous pourrions mettre au point les modalités d'une action commune concrète de solidarité. »

A Pateaux, une lettre a été envoyée par nos camarades aux responsables du « Comité d'unité d'action contre les 18 mois » qui s'est formé récemment, et auquel participent différentes organisations de jeunes: U.J.R.F., M.R.J., J.O.C., Faucons Rouges, C.L.A.J., ainsi que le P.C.F. pour se solidariser à leur action.

Une Assemblée régionale s'est tenue di-

manche 5 novembre. Cette Assemblée est la première d'une série de réunions qui porteront sur les problèmes concrets de la construction du Parti dans la Région Parisienne. Elle a particulièrement porté sur les tâches des militants dans les entreprises et dans les milieux jeunes.

Da fait de la tenue de l'Assemblée régionale, le nouveau cycle de l'Ecole du militant débute samedi prochain 11 novembre, à 14 heures, et dimanche 12, à 9 h. 30. Nous rappelons que ces cours sont ouverts aux camarades désireux de se documenter sur le marxisme et sur notre programme. Les renseignements sont donnés à notre permanence du samedi après-midi (10 h.), 19, rue Daguerre.

PERMANENCES DU PARTI

- PARIS La permanence se tient le jeudi de 17 h. à 19 h. et le samedi de 16 h. à 19 h., 19, rue Daguerre, Paris (14^e) (au fond de la cour), T4; Suf. 62-31. CLERMONT-FERRAND Adresse correspondance à Gérard Bloch, 72, boulevard Gambetta, à Chamalières (Puy-de-Dôme). BREST Jean Leost, Issi, 12, Petit-Paris. QUIMPER Ecole à Yvonne Carion, 30, rue Jules Noël, Quimper.

- NANTES La Vérité est vendue le dimanche matin au marché du Bouffay. HELLEMMES Victor, 33, rue Dordain, tous les jours de 10 heures à 20 h. 30. MONTPELLIER S'adresser ou écrire à Poupland, 14, rue du Four-Saint-Eloy, Montpellier. TARASCON-BAUCAIRE 3, rue du Docteur-Barthelemy (Tarascon). LYON Café du Dauphin, tous les samedis, de 16 heures à 18 heures, 3, cours Gambetta. SAINT-ETIENNE Maurice Laurent, café Beset, place du Peuple.

« LES AMIS DE LA VÉRITÉ » vous invitent à célébrer : Le 33^e anniversaire de la Révolution d'Octobre Le Vendredi 10 Novembre à 20 h. 30 Salle Susset - 206, quai de Valmy (métro Jean-Jaurès)

LES TACHES URGENTES POUR L'ÉLARGISSEMENT DE LA DIFFUSION

- 1° Communiquer les adresses des dépositaires de journaux chez lesquels il serait intéressant que le journal soit déposé. 2° Coller l'affiche de propagande de La Vérité dans toutes les localités et quartiers où le journal est en vente. En demander à l'Administration. 3° Faire des inspections de vente chez les dépositaires de son quartier ou localité. Nous fournirons sur demande les instructions nécessaires et une carte d'inspecteur de vente (fournir une photographie). Ces tâches peuvent et doivent être celles de chaque lecteur de La Vérité. Ce n'est qu'à cette condition que nous pourrions, malgré la modicité de nos ressources, assurer un élargissement important de notre diffusion.

SOUSCRIPTIONS

Phalange pour le Fonds de 250.000 fr. Région Parisienne, 16.325; Région Bretonne, 10.200; Puy-de-Dôme, 3.000; Lyon, 650; Montpellier, 5.000; Meurthe-et-Moselle, 500; Drôme, Ardèche, 1.300; Nord, 10.000; Saïgon, 3.000; Section Belge, 1.800; Laure, 400; J. R. 13^e, 1.800. Total pour cette liste 54.075. Total précédent 58.200. A ce jour 139.275. Souscription permanente: Palet Paris, 500; un sympathisant Montpellier, 150; Lebré Var, 200; Couster 19^e; 500; M. S. Argenteuil, 150; Tan Y. Y. Iny-le-Moulinoux, 215; T.N.T. Paris 6^e; 400; Layan, 300; Cette Lairet, 50; Marquillon, 100. — TOTAL: 2.465. Total précédent (pour 1950) 204.190. A ce jour 206.655. Le Gérant JULIA Imp. Spéc. de « LA VÉRITÉ »

La Revue Quatrième Internationale (août-octobre 1950) revue du Comité Exécutif de la IV^e Internationale Au Sommaire: Notes éditoriales sur le réarmement de la classe ouvrière allemande, les événements de Belgique, la situation de la Grande-Bretagne. Une lettre de JAMES P. CANNON au Président Truman. M. PABLO, le Parti ouvrier de Corée et le prolétariat révolutionnaire. P. FRANK. — Quelques enseignements de la révolution yougoslave. Et des extraits d'articles de L. TROTSKY sur la guerre, I.U.R. S. S. et le prolétariat. Le numéro: 80 francs

Le Réarmement de l'Allemagne

C'EST AU PEUPLE ALLEMAND DE DÉCIDER

DEPUIS cinq années, l'Allemagne est occupée par les troupes étrangères; depuis cinq années elle est morcelée et le peuple allemand réduit à la misère est, de plus, en but à la répression des impérialistes alliés et de la bureaucratie soviétique.

Cette situation, les patriotes de tout poil voudraient la voir se perpétuer, car elle nous garantit, paraît-il, d'un renouveau du danger d'agression allemande. Mais nos patriotes, qu'ils soient pro-allemands ou pro-soviétiques, se gardent bien — et pour cause — de dire que cette occupation permet aux bourgeoisies alliées et aux bureaucraties russes de piller le peuple allemand et de lui faire supporter la plus lourde charge des frais de la dernière guerre impérialiste.

Seulement la division du monde en deux blocs et la préparation de la nouvelle guerre impérialiste a remis à l'ordre du jour la remilitarisation de l'Allemagne.

Les thèses capitalistes s'affrontent sur la question. La bourgeoisie américaine qui désire, comme le disait le « Monde » du 25 octobre, « une défense efficace et rapidement organisée » de l'Europe capitaliste, se prononce pour une armée allemande autonome. (C'est, armer, comme les autres armées de l'Europe d'ailleurs, l'armée allemande.)

Les positions de la bourgeoisie française et des partis de la majorité — Radicaux, M.R.P., S.F.I.O. — sont d'un tout autre caractère. Craintifs d'un renouveau de la puissance allemande et désireux d'assurer d'un côté une certaine indépendance à la France, ils défendent une conception qui permettrait, tout en utilisant les forces de l'Allemagne de l'Ouest, de faire entrer celle-ci dans des cadres militaires et politiques rigides; c'est ainsi qu'à l'Assemblée, ils ont défendu la création d'une « armée européenne » dans laquelle seraient intégrées toutes les armées de l'Europe. Par ce moyen, « les unités allemandes seraient divisées, mêlées aux contingents des autres nations; il n'y aurait pas d'état-major allemand, mais seulement des représentants allemands dans les états-majors communs d'armée, de corps d'armée, etc. » (Le Monde, 25 novembre).

Le Pentagone n'a que faire des combinaisons de MM. Pléven et Jules Moch. Les votes de l'Assemblée sont formels sur « l'inclusion d'éléments allemands dans une armée européenne » et sur « la volonté du gouvernement

français de ne pas permettre que soient recréés une armée et un état-major allemands » n'a eu comme conséquence que de faire entrer dans la discussion avec l'Amérique dans un cul de sac.

C'est au nom de la lutte contre le militarisme allemand et la défense de la France (la France capitaliste, s'entend) que le groupe parlementaire P.C.F. a rejeté la remilitarisation de l'Allemagne. Si l'on n'y regarde pas de trop près, le « patriotisme » du P.C.F. pourrait sembler identique au patriotisme des social-chrétiens traditionnels. Mais à la vérité, il est assez différent, dans la mesure où il trouve sa justification essentielle dans la défense de l'U.R.S.S.

Pour nous, la défense de l'U.R.S.S. ne saurait être, quoiqu'elle ne le soit pas, une politique de pillage, ni la politique militaire de la bureaucratie soviétique. La défense du système collectiviste de la Russie ne peut être efficacement assurée que par le développement à l'échelle du monde de la révolution prolétarienne. Dans ce sens, toute atteinte au droit des peuples disposés d'eux-mêmes, tout morcellement des pays, ainsi que toute tentative de dissimuler aux travailleurs la nécessité de lutter pour le renversement du capitalisme est contraire à la défense de l'U.R.S.S.

Mais que pense le peuple allemand de la politique de remilitarisation? Accepte-t-il, aisément, lui, qui, paraît-il, a le virus du militarisme — la pression exercée par les alliés pour réarmer l'Allemagne?

C'est la bourgeoisie elle-même qui répond. Sous le titre « Comment les Allemands voient le réarmement », René Laurent écrivait dans « le Monde » du 25 octobre: « L'opinion populaire, jusqu'à présent, demeure hostile au réarmement de l'Allemagne, surtout chez les combattants de la dernière guerre et chez les jeunes. » L'idée a été lancée d'organiser un plébiscite pour le réarmement. Nul ne conteste que le résultat serait négatif. On entend dire que 60 %, 70 %, 80 % voteraient contre.

Et, ajoute le rédacteur du « Monde » dans ses conclusions: « Mais il n'y aura pas de plébiscite. En effet, interrogé, un homme politique allemand influent a répondu à ce propos: « Nous attribuons ici les limites de la démocratie. Il y a des questions qu'on ne peut pas poser au peuple... Que répondent les Allemands à ces questions? Ils ont répondu: « Non, nous ne sommes pas pour la prolongation du service militaire? Quel peuple consulté par référendum se prononcerait pour une

augmentation des impôts? Connaissiez-vous un pays où l'on ait jamais demandé aux hommes s'ils voulaient être soldats ou partir en guerre? » Quel aveu et quel cynisme! Quelle mélancolie prouve aussi que les intérêts des peuples sont contraires à la politique des impérialistes.

Le peuple allemand est contre le réarmement de l'Allemagne; « ce sont les hommes politiques » influents » allemands qui l'avouent eux-mêmes! — de la même façon et pour les mêmes raisons que les peuples français, anglais, américain diraient — si on les interrogeait — qu'ils sont contre le réarmement de leur pays. Et cela, non au titre de la défense de la patrie, mais au nom de la défense de leur droit à la vie, de leur droit à ne pas mourir de faim pour payer les canons, de leur droit à ne pas crever sur les champs de bataille ou sous les bombardements pour des intérêts qui ne sont pas les leurs.

En Allemagne, comme en France, en Italie, en Angleterre ou en Amérique, l'avant-garde révolutionnaire lutte contre la préparation de la guerre impérialiste, contre les budgets de guerre, contre l'augmentation du service militaire, contre la transformation de l'Europe en bastion militaire, car la remilitarisation c'est non seulement la guerre, mais la répression antivoiuvante.

Il y a pour l'Europe une autre issue que celle de la division en deux blocs antagonistes, que celle demain de la guerre.

Cette issue, c'est celle des Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe dans lesquels l'Allemagne trouvera sa place. Sa puissance industrielle, la qualité technique de son prolétariat constituent les éléments essentiels au développement économique d'une Europe unifiée.

Accepter le réarmement de l'Allemagne, c'est faire le jeu de l'impérialisme franco-anglo-américain, mais aussi celui de la bourgeoisie allemande qui pourrait ainsi avoir les moyens de constituer des forces de police puissantes contre les travailleurs allemands et préparer la guerre contre l'U.R.S.S. En Allemagne, il n'existe pour l'heure, ni budget de guerre, ni armée. Le peuple allemand a seul qualité pour dire s'il veut que son travail serve à faire des canons et de fusils, pour dire s'il veut que ses fils revêtissent à nouveau l'uniforme militaire.

Michèle MESTRE.

Tandis que Moscou abandonne le peuple coréen

les communistes chinois viennent à son aide

(Suite de la 1^{re} page)

... n'a jamais eu le droit d'exprimer lui-même ses propres tentes, ses positions exactes. J. Vennersich lui reproche d'avoir été surpris que l'armée soviétique ne soit pas intervenue. C'est été la guerre mondiale, dit-elle, c'est été faire le jeu des provocateurs à la guerre. Que dirait-elle de l'intervention des communistes chinois? Mao Tse Tung soldate ou partie en guerre? Verront-ils le P.C.F. faire un pas de plus pour combattre l'impérialisme. Cette aide a fait défaut et pas par hasard. Le journal The Recorder a publié des articles (du 26 septembre et du 10 octobre) écrits par le lieutenant-colonel Cyrille Kanov qui, comme Kravtchenko, a « choisi la liberté ». Ces articles ont été publiés dans le journal Or, par les faits qu'ils mentionnent et qui ont un caractère d'authenticité indéniable — ainsi qu'on le verra — ces articles révèlent tout autre chose. En décembre 1948, cet officier, qui n'avait pas encore franchi le « rideau de fer », fut affecté à une mission militaire soviétique chargée de « former et d'instruire une nouvelle armée coréenne de nord en pas plus de 18 mois ». (C'est l'armement principal pour démontrer la primauté de « l'agression ».)

Moscou n'a volontairement pas donné d'aide effective aux Coréens

Après inspection des unités existantes en Mandchourie, la mission fut réunie par le général Kubanov. Au cours de la discussion, le général Zakharov exprime l'opinion qu'il serait aussi nécessaire d'établir une force amphibie; mais Kubanov avait des directives précises dont nous ne connaissons pas encore les termes et il répondit que nous ne devions pas dispenser nos efforts et que la décision de l'organisme chargé de « former et d'instruire une nouvelle armée coréenne de nord en pas plus de 18 mois ». (C'est l'armement principal pour démontrer la primauté de « l'agression ».)

Après inspection des unités existantes en Mandchourie, la mission fut réunie par le général Kubanov. Au cours de la discussion, le général Zakharov exprime l'opinion qu'il serait aussi nécessaire d'établir une force amphibie; mais Kubanov avait des directives précises dont nous ne connaissons pas encore les termes et il répondit que nous ne devions pas dispenser nos efforts et que la décision de l'organisme chargé de « former et d'instruire une nouvelle armée coréenne de nord en pas plus de 18 mois ». (C'est l'armement principal pour démontrer la primauté de « l'agression ».)

A Pyongyang, le ministre de la Guerre, Khoo Mea Kh, recevant la mission, critiqua le plan et demanda des avions. Il déclara qu'il élaborer, en accord avec les Chinois dirigés par Chu Teh un petit escadron de bombardiers moyens et 750 chasseurs. Il proposa même que le gouvernement coréen achète ailleurs qu'en U.R.S.S. les avions, par exemple en Suède, en Suisse ou en Tchécoslovaquie, avec qui ils négocieront

un accord commercial. L'ambassadeur soviétique Chikov fit savoir au ministre des Affaires étrangères coréens « qu'il y aurait toutes sortes de difficultés et le plan précis était modifié ».

Les négociations reprirent alors directement avec Moscou. Kim Ir Sung s'y adressa à Molotov et, ajoute l'auteur de l'article « il comprit qu'il était inutile de résister. Molotov avait dit clairement qu'il prenait seulement un groupe de 50 avions serait préparé pour être mis à la disposition du commandement coréen. Ce chiffre avait été prévu dès le début, mais on ne l'avait pas annoncé plus tôt, de façon à ce qu'il apparût que nous dominions quelle satisfaction aux Coréens ».

Et maintenant, voici ce que nous membres de la mission, le colonel Miskow, explique au colonel Kanov:

« Nous devons agir avec diplomatie avec ces gens, mais nos ordres sont précis... Kim Ir Sung lui-même, Pak Khon En, Khom Mea Kh et plusieurs autres sont des vieux trotskystes comme Mao Tse Tung et Chu Teh et comme Tito (1). Nous ne pouvons rejeter catégoriquement leurs demandes, mais nous devons traiter l'affaire en longueur et les user... Pratique une fois donner sans notre consentement. Pour qu'ils aient en Suisse, ou en Suède, il leur faudrait des devises étrangères et cela-ci leur fait défaut. Quant aux avions qui sont à Kaigun, c'est notre camarade de Klein et son Chu Teh qui les contrôle ».

Trainer l'affaire en longueur et le user

Ces derniers mots, c'est toute la tactique du Kremlin, pas seulement à l'égard des Coréens, mais à l'égard des lattes des ouvriers et des peuples coloniaux et de l'Union Soviétique. Moscou veut que les lattes échappent à son contrôle et, en trompant du capitalisme et de la bureaucratie privilégiée de la bureaucratie privilégiée. D'où cette aide au compte-goutte, cette politique qui fait trainer les choses et use les mouvements, cette politique qui s'exprime aussi bien dans les « grèves tournantes » de 1948 et 1949 en France que dans le nombre insignifiant d'avions vendus à un peuple opprimé.

Il n'est pas possible de dire dans quelle mesure les communistes chinois ont, par leur intervention en Corée, tenu volontairement à se dissocier de Moscou auprès du peuple coréen. Par contre, on peut affirmer que leur action elle-même ne seulement renforce directement les Coréens, mais contribue aussi, par son ralentissement dans le prolétariat mondial, à libérer son avant-garde de la mainmise de la bureaucratie stalinienne.

Pierre FRANK.

(1) La conversation en question date de fin 1948 ou début 1949, c'est-à-dire environ six mois après la rupture entre le P.C.Y. et le Komintern.

Il est remarquable que l'humanité elle-même n'a pu faire dire à aucun brigadiste que la Yougoslavie était capitaliste. Cette conclusion négative ne pouvait pourtant suffire à l'empêcher des brigades. Les Yougoslaves sont-ils le socialisme? Est-elle une dictature du prolétariat selon les conceptions de Marx et de Lénine? Selon aussi ses dirigeants (en particulier Kardelj): « De la Démocratie Populaire en Yougoslavie », ce qui est ignoré par le reporter de France-Télex qui écrit le contraire — France-Télex 7-8 oct.

Prenez pour fil conducteur le raccourci de Lénine: le socialisme, c'est l'électrification plus les soviets, ceci étant compris comme un haut niveau d'industrialisation plus la démocratie prolétarienne.

L'INDUSTRIALISATION La Yougoslavie vient économiquement de loin. Nous avons vu des régions comme la Bosnie où règne encore un artisanat oriental et le musée de Sarajevo nous montre le souvenir de l'industrie archaïque. Mais ce sont là des survivances et le pays tout entier est en élan vers le développement le plus moderne. Dès le passage de la frontière, ce qui nous a saisi et s'est imposé pendant tout notre séjour comme le paysage yougoslave typique, c'est l'absence de bâtiments industriels, les usines agricoles, maisons d'habitations en construction sur le fond des montagnes. On construit comme au chantier de Duvrava, sans grue, avec un pauvre et rare matériel, mais avec grande énergie. Même essor dans l'industrie avec les mêmes bases sur lesquelles nous sommes par la guerre dont les ruines témoignent partout. Cet effort est connu, à peine contesté, nous l'avons constaté sur place. Pas d'usine qui ne soit en voie d'agrandissement, à moins qu'elle ne sorte tout entière du sol. L'usine de transformateurs et de moteurs Radé Kraljevo de Zagreb, qui équipe les nouvelles hydrocentrales, a augmenté considérablement sa capacité de production et se spécialise maintenant dans le matériel moyen et lourd pendant que des usines nouvelles prennent sa place dans la construction de moteurs légers.

Un reportage de "La Vérité" Ce que des brigadistes du P.C.I. ont vu en Yougoslavie

coopératives, mais encore la mécanisation de la culture comme à Koupili Novo où nous avons visité aussi un grand moulin, flambant neuf, qu'environnaient bien des villages français.

Mais l'on nous dit: cette bataille pour l'industrialisation, qui fait sortir un état moderne des Balkans arriérés, n'est pas propre à la Yougoslavie et les autres « démocraties populaires » construisent et s'industrialisent de même. Bien qu'il ne soit pas possible aux curieux brigadistes d'aller comparer, nous voulons bien le supposer, mais l'important est de voir quels rapports sociaux et humains donnent vie à cette activité créatrice.

LA QUESTION NATIONALE ET LA QUESTION RELIGIEUSE

Dans la question nationale est le plus grand et le plus facilement vérifiable des succès du communisme yougoslave. Et ce n'est pas une chose indécidable dans ce pays où l'histoire est faite de luttes fraternelles entre les nationalités sœurs de la Fédération. Ces luttes fraternelles n'avaient pas leurs racines dans un quelconque tempérament sauvage de ces peuples, mais comme aux Indes ou en Proche-Orient, la haine nationale était un instrument de gouvernement manié par les bourgeoisies nationales et impérialistes qui exploitaient le pays. La preuve en est qu'il a suffi au Parti Communiste Yougoslave d'un programme de lutte anti-impérialiste et d'indépendance nationale et sociale pour unir Slováques, Croates, Serbes, Macédoniens, Bosniaques et Monténégrins. Cette unité est réelle, profonde. Un ouvrier croate, naguère prisonnier en Allemagne, qui parlait un français rudimentaire et touchant, rencontré un dimanche dans un train, nous exprima avec enthousiasme l'unité de la Croatie et de la Serbie, joyeusement approuvé par les voyageurs entassés dans le

couloir qui suivaient avec intérêt le difficile entretien. Au camp de Duvrava, tous les Etats de la République étaient représentés, il n'existe pour l'heure, ni budget de guerre, ni armée. Le peuple allemand a seul qualité pour dire s'il veut que son travail serve à faire des canons et de fusils, pour dire s'il veut que ses fils revêtissent à nouveau l'uniforme militaire.

La question religieuse est liée en Yougoslavie à la question nationale au point de ne pas s'en confondre. En gros, on peut dire des régions centrales que la Croatie est catholique, la Serbie orthodoxe et la Bosnie musulmane. Les luttes nationales étaient à la fois des luttes religieuses. La solution d'une des deux questions ne peut être séparée de la solution de l'autre. La lutte contre une religion apparaissait comme la lutte contre une nationalité. La répression a frappé les chefs cléricaux qui luttaient (et c'était le grand nombre) avec les occupants et les oppresseurs nationaux. Personne, dans les brigades, ne conteste le rôle de la liberté du culte. Les églises de Croatie sont très fréquentées et l'on y voit même des uniformes. A Zagreb, l'autel, dressé en pleine rue sous la médievale Porte de Fer, a toujours devant lui quelques femmes qui prient.

Mais personne ne nous a caché ou tenté de nous cacher et plus aux brigadistes chrétiens qu'aux autres, que si le Gouvernement permettait des publications religieuses traitant des questions de foi et de dogme, il ne tolérerait pas que les églises deviennent des centres de lutte politique. Il ne nous a pas été fait mystère non plus que le pouvoir avait confiance en l'enseignement du marxisme pour faire reculer la religion.

LA DICTATURE DU PROLETARIAT

S'il est un reproche qu'il ne faut pas faire à la propagande yougoslave en France, c'est d'avoir doré la réalité de la démocratie populaire. Il nous a fallu aller en Yougoslavie pour découvrir la souplesse et la pro-

fondeur de la démocratie du système des Comités Populaires. C'est là-bas que nous avons appris l'existence des assemblées d'électeurs, ouvertes à tous les citoyens, réunies au moins une fois par mois, où toute proposition est discutée et doit être accueillie par les organes du pouvoir si elle obtient une majorité. A Rijeka, région ouvrière avancée, les assemblées d'électeurs ont même décidé récemment de se réunir tous les quinze jours. Nous ne savons pas non plus que ces assemblées élisent des « conseils de citoyens » qui travaillent en commun avec les commissions des Comités Populaires locaux et dont la fonction est d'être les représentants et les organes de contrôle du pouvoir par les grandes masses. Ainsi le Front Populaire ne se substitue pas au pouvoir des masses, bien qu'il groupe lui-même d'énormes masses (98 % des électeurs à Rijeka) dont il est le Front Unique permanent. Dans son naufrage, pamphlet qui nous a été remis, nous voyons que le Parti Communiste Yougoslave se terre et que personne n'avoue en être membre. Si cela était, les choses ont bien changé. Nul mystère ne nous a été fait du rôle dominant du P.C.Y. dans le Front Populaire. Et cette prépondérance n'est pas le fait de l'adhésion d'autres partis ouvriers, c'est le résultat de la lutte quasi solitaire du P.C.Y. dans la guerre de libération.

Ce n'était pas la moindre de nos préoccupations que d'éclaircir le système de sélection des candidats aux élections. Candidat au poste unique, voilà qui sonnait désagréablement aux oreilles des brigadistes. Là encore l'éclaircissement était révélateur. La liste unique du Front Populaire (à laquelle peut d'ailleurs s'ajouter une série de désignations et de décrets éliminatoires, qui serait trop long de décrire ici, mais qui assure une démocratie incomparablement plus grande que le suffrage uni-

versel des démocraties bourgeoises. D'ailleurs, il arrive aussi que des accords ne peuvent se dénouer, la liste unique ne l'est plus, mais présente pour un même poste plusieurs candidats.

Une dernière objection se présente: nous n'avons pu en un mois vérifier le fonctionnement de ce mécanisme. Les opposants nous ont-ils exprimés dans ces cadres formellement parfaits? Il est plus que probable que certains ne l'ont pas, peut-être même beaucoup. M. Pijade, membre du Bureau Politique du P.C.Y., l'a reconnu lui-même (voir La Vérité n° 257), mais en même temps il encourageait cette expression.

La presse, jadis grise et uniforme — comme la presse suisse, nous dit un journaliste de Zagreb — est aujourd'hui ouverte à la polémique, aux lettres des lecteurs, à la critique, souvent au point de vue de l'aspect négatif du régime. La radio contribue à la même tâche. La vie artistique, littéraire, scientifique, se libère des « commandements étatiques » de l'ère d'avant la rupture avec le Komintern. Comme par hasard, celui qui fut le « page de la culture » jusqu'en 1948 faisait partie de la fraction kominformiste. Il n'a point été remplacé. Les étudiants de Belgrade nous montraient avec fierté des journaux et des revues soviétiques, toutes récentes, qui sont en leur possession, et qui se trouvent en même temps de saleté et de caricatures contre Tito. « Vous voyez bien qu'on ne nous empêche nullement de lire ce que nous voulons ». Le journal stalinien britannique Daily Worker se trouve en Belgrade avec tous les organes de la presse anglaise accessible au public, et si la librairie soviétique a été fermée, c'est, comme nous disait un membre du Comité populaire de Belgrade, parce que les Russes ont absolument voulu la fermer. Nous avons demandé qu'elle reste ouverte.

Enfin, dans les rues de Zagreb, tous les brigadistes ont rencontré les « Kpponsants » — des réactionnaires, ex-opportunistes ou ex-employés des établissements étrangers qui ne craignent pas d'« accrocher » à chaque coin de rue les jeunes Français, tout coin de rue très fort de « terrorisme en parlant » et dont les arguments-masses avaient la valeur de celui-ci. « Comment voulez-vous que cela aille ici, ce sont les ouvriers qui commandent ».

Michel LEQUENNE.

Au prochain numéro: « La critique anarchiste de la Yougoslavie ».

LA MISÈRE OUVRIÈRE S'AGGRAVE

(Suite de la page 1)

les organisations d'obédience non stalinienne, tendant par là à redonner le blason de ces dernières. Mais avant tout, les raisons profondes de l'attitude gouvernementale sont dictées par les nécessités de la politique mondiale de l'impérialisme américain.

Celui-ci, à l'échelle européenne, tente par tous les moyens de renforcer la division actuelle de la classe ouvrière pour les buts de la haute stratégie des milliardaires de Wall Street: l'ouverture au capitalisme des marchés qui lui échappent et en premier du marché russe. Isoler les communistes tout en essayant de redonner confiance aux travailleurs dans les syndicats dits « libres » dont les dirigeants, en réalité, essaient de servir de courroie de transmission dans la classe ouvrière à la politique de la bourgeoisie française et aux maîtres de Wall Street.

L'attitude de la C.G.T. devant cette politique, loin de redonner confiance aux travailleurs, renforce encore plus la méfiance qu'ils ont vis-à-vis de ses dirigeants. Tout en proclamant sa loyauté d'unité d'action avec tous les travailleurs, le programme qu'elle met en avant est avant tout dicté par les besoins de la stratégie des bureaucrates du Kremlin.

Elle se place également dans le cadre de la guerre froide et de la division de la classe ouvrière en 2 blocs, en faisant passer dans son programme la lutte pour la paix dans le cadre des appels de Stockholm et de Prague et en considérant que celui qui n'approuve pas cette politique est dans le camp adverse.

Bien que le mot d'ordre de Front unique mis en avant par la C.G.T. soit juste, la politique qui l'accompagne rend impossible la réalisation de ce Front unique. Cette politique tend à prouver aux membres du P.C. que, dans la situation actuelle, la classe ouvrière est incapable de réaliser le Front unique. Elle vise de plus en plus à substituer à l'action des masses, l'action d'un appareil parfaitement docile. Elle ne fait, au reste, que renforcer l'isolement dans lequel les ouvriers stalinien se trouvent.

La nécessité impérieuse des travailleurs révolutionnaires et en particulier de ceux encore organisés dans le P.C.F. est de réaliser le Front unique de toutes les organisations prolétariennes au moyen de comités d'unité d'action.

Pour réaliser cet objectif, les travailleurs des usines, des chantiers, des bureaux, quelles que soient leurs opinions politiques ou confessionnelles, leur appartenance syndicale ou leur inorganisation doivent être réunis. ILS ÉTABLIRONT LE PROGRAMME SUR LEQUEL ILS VEULENT SE BATTRE ET DÉTERMINERONT LES FORMES D'ACTION DEVANT ÊTRE ENVISAGÉES POUR SA RÉALISATION.

Les responsables qui s'en écartent doivent rendre compte de leur mandat devant l'Assemblée générale des travailleurs et être révoqués à tous moments.

HALTE à la RÉPRESSION

On nous communique:

PENDANT que le gouvernement français envoie des renforts au corps expéditionnaire d'Indochine qui poursuit la-bas une guerre injuste et atroce contre le peuple vietnamien, des mesures de répression sont également prises contre les Vietnamiens de France. Après la dissolution de l'Association générale des Étudiants vietnamiens, le gouvernement Plevin-Queuille, par décret du 30-9-50, dernier, vient de faire dissoudre l'Union des Vietnamiens de France, qui refusent de soutenir le gouvernement du fantôme Bao-Dai.

Le gouvernement Plevin-Queuille croit que par ces mesures iniques, il arrivera à interdire toute manifestation de solidarité et de soutien en faveur de la grande lutte que mène depuis presque cinq ans le peuple vietnamien pour sa liberté et son indépendance nationale.

L'Association des Travailleurs vietnamiens en France, profondément indignée devant ces mesures de répression, élève sa plus vigoureuse protestation contre le gouvernement français.

Elle appelle tous les travailleurs français et coloniaux à se solidariser à leurs camarades vietnamiens. Ces mesures de répression des organisations vietnamiennes, conjuguées avec les mesures d'interdiction de l'Algérie Libre, ne sont que le prétexte d'une vaste campagne de répression contre des organisations syndicales politiques de la classe ouvrière française.

Il est donc d'une nécessité impérieuse que la solidarité entre travailleurs français et coloniaux soit plus effective et plus efficace.

— HALTE à LA RÉPRESSION DES ORGANISATIONS VIETNAMIENNES DE FRANCE!

— A BAS LE GOUVERNEMENT FANTOCHE BAO-DAI!

— VIVE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS!

Association des Travailleurs Vietnamiens de France.

Ces Comités d'unité d'action démocratiquement élus dans chaque usine doivent se réunir sur le plan local, par industrie afin d'élaborer une stratégie commune sur le plan départemental avec les représentants de tous les groupes d'industrie et sur le plan national, ils coordonneront l'action des diverses branches d'industrie et réaliseront enfin un véritable front unique national.

C'est la seule voie dans laquelle les travailleurs doivent s'engager, s'ils veulent lutter efficacement contre la bourgeoisie.

Des héros et des braves types pour l'O.N.U. et le baroud

Un journaliste d'ici Paris s'est rendu au Mans afin d'interviewer les « soldats de l'O.N.U. ».

Ce journaliste ne cache pas sa sympathie pour les volontaires français du colonialisme. Et voici ce que disent les soldats interrogés:

« Au Mans, nous sommes tenus à l'écart comme des pestiférés... »

« Tu parles! ajoute un autre. »

« Hier, avec deux copains, nous sommes allés au bal de l'U.J.R.F. on nous a refusé l'entrée. Au Relai Fleuri, on nous l'a refusé, mais souvent les filles déclinent nos invitations pour ne pas se compromettre, comme se danser avec un soldat de l'O.N.U. était signe son arrêt de mort. »

« Et comme les soldats de l'O.N.U. connaissent leurs vrais amis, ils ajoutent avec chagrin: »

« Ici, au Mans, les bourgeois voudraient peut-être nous offrir le coup, nous serrent la main, mais ils ont peur d'être catalogués... »

« Des mercenaires, vous? Non, mon vieux, on va au baroud, pour la France, pour l'O.N.U., pour le baroud, pour que ça change. »

« Voyez-vous ça! Ils y vont « pour l'O.N.U., pour le baroud ». Et dire qu'il y a encore des naïfs qui croient que ces deux expressions sont diamétralement opposées. »

« Moi, dit un lieutenant, j'ai un entrepreneur de construction dans l'Est, moi plutôt que de gagner de l'argent sans reconstruire, je préfère reconstruire sans gagner l'argent. »

« Si on ne savait pas dans quel état est Seul, on passerait un bon quart d'heure à savourer l'humour de cette phrase. »

Et le journaliste conclut:

« Les R.P.F. les plus francs et les plus cyniques disent: « Quand une compagnie de prochabotards part, en évitant, évite-on l'Indochine, et le chiffre des coups d'argent diminue à Quimper. » Et il faut croire que Saint-Brieuc non plus ne fait pas exception, puisque le très réactionnaire journal Le Télégramme titrait récemment à propos d'une agression: « Entrez les parachutistes! »

« Entre les faits divers de villes françaises et les crimes du colonialisme, il faut un feu éloquent pour glisser les mots « Héros et braves types ». »

André CALVÈS.

Aux Assises de la Paix

Des moyens efficaces

contre la Guerre

(Suite de la page 1)

Voici l'essentiel de son intervention fort applaudie:

Stéphane Just débute en expliquant pour quoi les capitalistes préparent la guerre et qui peut s'y opposer.

« Jadis le marché mondial ne pouvait déjà pas satisfaire aux nécessités d'exportation du capitalisme. Après la victoire de la Révolution chinoise c'est maintenant plus de la moitié du monde qui échappe aux investissements capitalistes. »

« Le capitalisme est menacé d'une crise sans précédent... il lui faut rendre à l'exploitation capitaliste les pays qui s'en sont libérés ou en faire, il n'a d'autre solution qu'une nouvelle guerre impérialiste dirigée contre l'U.R.S.S., la Chine, les pays de démocratie populaire. »

« Mais cette guerre, les impérialismes ne peuvent la faire que si, auparavant, sont écartés les forces lutant à l'intérieur du capitalisme pour se libérer de son exploitation: les masses des pays coloniaux, les prolétaires de tous les pays. »

Stéphane Just déclare que comme les travailleurs luttent victorieusement pour arracher leurs revendications, quand le peuple vietnamien remporte des victoires sur l'impérialisme français où quand la lutte est menée efficacement contre la répression et la défense des libertés démocratiques, ce sont là des actions efficaces contre la préparation de la guerre impérialiste, car ces actions affaiblissent le capitalisme.

« Il en conclut que « la tâche de tous ceux qui veulent lutter efficacement contre la préparation de la guerre impérialiste est d'unifier et de propulser en chaque occasion et à chaque instant les forces des masses. »

« Il aborde ensuite la question de la lutte contre la prolongation du service militaire qu'il définit comme une mesure essentielle dans le cadre de la préparation à la guerre impérialiste. »

« Cette mesure tend en France à renforcer le corps expéditionnaire du Viet-Nam... Elle a également pour but de séparer les jeunes prolétaires les plus longtemps possible de leur classe, de briser leur sentiment de classe sous la discipline militaire, de les utiliser éventuellement pour briser les mouvements ouvriers. »

Just explique ensuite qu'il est possible d'empêcher la prolongation du service militaire en agissant comme ont agi les prolétaires belges pour empêcher le retour de Léopold, par l'action une des masses.

« Sur ce point précis, la lutte contre la prolongation du service militaire, il faut offrir à toutes les organisations démocratiques et le réclamer de la classe ouvrière, un vaste rassemblement de lutte, y compris la S.F.I.O., car même si les dirigeants de cette organisation ont voté les dix-huit mois l'exemple du mouvement socialiste est un exemple pour les travailleurs socialistes de l'opposition à la guerre. »

« Notre camarade conclut en déclarant que si cela est fait, un rude coup sera porté à la préparation de la guerre impérialiste. »

« Il termine en disant qu'agir, c'est tirer les enseignements de Lénine qui disait: « La lutte pour la paix sans action révolutionnaire est une phrase creuse et mensongère. Si si vous le savez, prépare la Révolution. »

« Il dépose une résolution reprenant ces idées mais qui ne fut évidemment pas mise aux voix. »

La politique extérieure de la Yougoslavie

(Suite de la page 1)

l'Union Soviétique, précédant contre la croissance d'une caste bureaucratique. La suppression des privilèges matériels injustifiés (ceux des fonctionnaires du parti et de l'État) contribue de façon décisive à un véritable développement socialiste. »

« Les blocs kominformistes, la mauvaise récolte, les difficultés imprévues sont combattus en Yougoslavie par des mesures socialistes. Par l'approfondissement de la démocratie. »

« En est-il de même dans la politique extérieure de l'État yougoslave? »

LA POLITIQUE EXTÉRIÈRE.

Les votes de la délégation yougoslave dans les organismes de l'O.N.U. sont loin de souligner le même enthousiasme chez les travailleurs communistes. Cela n'est pas surprenant, la délégation yougoslave, en Conseil de sécurité est allée jusqu'à l'ABSTENTION sur l'hypocrite résolution anglaise qui justifiait le franchissement du 38° parallèle en Corée. De nombreuses déclarations sur le rôle pacifique que peut jouer l'O.N.U. aggraverent le malaise au moment où le drapeau de l'O.N.U. est brandi par Mac Arthur et Syngman Rhee sur les chantiers de la Corée du Nord.

La politique extérieure yougoslave est dominée par la crainte d'une agression de la contre-révolution stalinienne contre la démocratie socialiste yougoslave. Ce serait une erreur stérile de refuser au gouvernement de Belgrade le droit d'utiliser, non seulement la tribune de l'O.N.U., mais aussi les an-

tagonismes diplomatiques mondiaux pour renforcer sa sécurité et éloigner de ses frontières la menace d'agression. Nos positions même admettent que les diplomates yougoslaves s'abstiennent de soutenir activement la cause nord-coréenne pour ne pas s'interdire le recours à l'O.N.U. en cas d'agression de Staline ou de ses satellites contre leur pays.

Mais ce qui nous semble indéfendable, c'est l'alignement du P.C.Y. du PARTI, sur les besoins de la diplomatie. Nous savons, certes, que le point de vue véritable du parti s'est exprimé par de nombreux documents intérieurs et sollicités avec les prolétaires du Sud comme du Nord de la Corée. Cela prouve que les dirigeants du P.C.Y. se sentent responsables devant le prolétariat yougoslave, mais qu'ils n'ont pas encore compris qu'ils sont responsables devant le prolétariat du monde entier. Les réalisations intérieures, la remarquable lutte idéologique qu'ils mènent contre les déviations et la trahison stalinienne leur créent de nouveaux devoirs dont ils n'ont pas saisi pleinement le caractère impératif.

Cette conception du socialisme à usage intérieur est, chez eux, la dernière mais trop persistante survivance d'idéologie stalinienne. Elle est un obstacle à la régénération du mouvement ouvrier international et par là même, elle stabilise Staline et affaiblit la défense de la Yougoslavie.

LE PARTI ET L'ÉTAT

Les dirigeants yougoslaves ont renou-

blé le parti et appliqué l'idée de Lénine contre la persistance de son indépendance à l'égard de l'État, continuer à agir en direction révolutionnaire des masses contre les tendances à la stalinisation et à la bureaucratie. Mais ils ne l'ont pas appliquée en ce qui concerne la diplomatie où les inséparables compromis rendent plus nécessaire encore la liberté d'action du parti. Le parti ne reprend pas le langage des diplomates, mais il explique pourquoi et comment les diplomates ont été CONTRAINTS de signer le compromis, et il y a un recul, il dit pourquoi et comment c'est un recul.

Dans le cas présent de la guerre de Corée, le P.C.Y. s'est laissé enfermer dans la logique diplomatique et a perdu la possibilité de faire le procès de Staline, coupable de haute trahison à l'égard de la révolution coréenne et des masses de tout l'Asie.

Il n'a pu montrer comment Staline s'est efforcé de remplacer la guerre civile dans laquelle les ouvriers et paysans de toute la Corée étaient en train de balayer le régime de l'ignoble Syngman Rhee par un abécédé de fixation militaire préparatoire au compromis avec Truman. Il n'a pu expliquer non plus de quelle manière Staline, par peur de la persistance de son indépendance à l'égard de l'État, continue à agir en direction révolutionnaire des masses contre les tendances à la stalinisation et à la bureaucratie. Mais ils ne l'ont pas appliquée en ce qui concerne la diplomatie où les inséparables compromis rendent plus nécessaire encore la liberté d'action du parti. Le parti ne reprend pas le langage des diplomates, mais il explique pourquoi et comment les diplomates ont été CONTRAINTS de signer le compromis, et il y a un recul, il dit pourquoi et comment c'est un recul.

Dans le cas présent de la guerre de Corée, le P.C.Y. s'est laissé enfermer dans la logique diplomatique et a perdu la possibilité de faire le procès de Staline, coupable de haute trahison à l'égard de la révolution coréenne et des masses de tout l'Asie.

Il n'a pu montrer comment Staline s'est efforcé de remplacer la guerre civile dans laquelle les ouvriers et paysans de toute la Corée étaient en train de balayer le régime de l'ignoble Syngman Rhee par un abécédé de fixation militaire préparatoire au compromis avec Truman. Il n'a pu expliquer non plus de quelle manière Staline, par peur de la persistance de son indépendance à l'égard de l'État, continue à agir en direction révolutionnaire des masses contre les tendances à la stalinisation et à la bureaucratie. Mais ils ne l'ont pas appliquée en ce qui concerne la diplomatie où les inséparables compromis rendent plus nécessaire encore la liberté d'action du parti. Le parti ne reprend pas le langage des diplomates, mais il explique pourquoi et comment les diplomates ont été CONTRAINTS de signer le compromis, et il y a un recul, il dit pourquoi et comment c'est un recul.

TOUS UNIS CONTRE LES 18 MOIS

(Suite de la première page)

les chefs stalinien sont contre les 18 mois parce que la bourgeoisie française n'est pas allée de l'U.R.S.S. Nous ne pouvons pas nier évident des travailleurs. Il faut former des Comités de lutte où s'unissent toutes les organisations et tous les travailleurs pour combattre sur un seul point: contre les 18 mois. Ces Comités doivent fonctionner démocratiquement sous le contrôle des travailleurs et en particulier des jeunes pour qu'ils ne puissent être utilisés par d'autres face que la lutte contre les 18 mois. La cause la démocratie est une condition de la lutte efficace.

Le seul critère sera: pour ou contre les 18 mois, pour ou contre les meilleures méthodes de lutte, les meilleures méthodes de mobiliser les masses dans chaque usine, dans chaque localité, par des initiatives, des meetings, des Congrès, des manifestations locales, régionales et nationales et même internationales.

Sur cette voie, des millions de travailleurs peuvent s'unir et briser la loi des 18 mois.

Les chefs stalinien ont réussi à faire de sectarisme à empêcher les masses de se mobiliser, même pour une lutte juste, comme c'est le cas contre les 18 mois. Ils ont réussi à isoler les militants du P.C.F. en voulant imposer à quiconque veut agir toute leur politique. A chaque fois qu'ils entreprennent une lutte quelconque, ils veulent imposer l'acceptation des quatre points de Prague, l'appel de Stockholm, etc., en un mot la soumission à la diplomatie du bloc soviétique. Résultat: même en un point où l'accord peut

se réaliser, les travailleurs et les organisations refusent de lutter avec eux, car ils craignent — l'expérience du passé montre que c'est fondé — d'être embrigadés dans un bloc.

Mot Lutter contre les 18 mois n'est pas se soumettre au Kremlin c'est défendre un intérêt évident des travailleurs. Il faut former des Comités de lutte où s'unissent toutes les organisations et tous les travailleurs pour combattre sur un seul point: contre les 18 mois. Ces Comités doivent fonctionner démocratiquement sous le contrôle des travailleurs et en particulier des jeunes pour qu'ils ne puissent être utilisés par d'autres face que la lutte contre les 18 mois. La cause la démocratie est une condition de la lutte efficace.

Le seul critère sera: pour ou contre les 18 mois, pour ou contre les meilleures méthodes de lutte, les meilleures méthodes de mobiliser les masses dans chaque usine, dans chaque localité, par des initiatives, des meetings, des Congrès, des manifestations locales, régionales et nationales et même internationales.

Sur cette voie, des millions de travailleurs peuvent s'unir et briser la loi des 18 mois.

L'Affaire Tunisienne

Le 17 août 1950, le Néo-Destour, parti nationaliste tunisien, décidait de participer au ministère tunisien, dans le cadre des traités antérieurs imposés par l'impérialisme français.

Le nouveau cabinet se différe en rien du précédent. Sa composition reste môme: aux sept ministres tunisiens correspondent sept directeurs français « et qui sont les véritables chefs des services tunisiens », note la « République Algérienne », organe de l'U.D.M.A., favorable pourtant à la tactique destourienne.

Par ailleurs, la présidence du « Ministère » demeure assurée par le Résident général, les décrets beylicaux restent soumis au visa résidentiel du Secrétaire général français.

« Par conséquent, continue la « République Algérienne », ni par sa composition, ni par l'étendue de ses pouvoirs, la nouvelle équipe ne se distingue apparemment de l'ancienne. »

Le fait nouveau, c'est l'entrée de Salah Benyoucef, Secrétaire général du Néo-Destour, mandaté par son parti pour figurer dans ce « ministère ».

Il est indéniable de formuler une appréciation correcte de « tout au moins » opérée par le Néo-Destour qui, par la voix de son leader Bourghiba, déclarait récemment à « La Vérité » que les négociations entre son parti et le gouvernement français ne pouvaient devenir une réalité, que dans le cadre de l'Indépendance et de la Souveraineté tunisienne.

« Par conséquent, continue la « République Algérienne », ni par sa composition, ni par l'étendue de ses pouvoirs, la nouvelle équipe ne se distingue apparemment de l'ancienne. »

Le fait nouveau, c'est l'entrée de Salah Benyoucef, Secrétaire général du Néo-Destour, mandaté par son parti pour figurer dans ce « ministère ».

Il est indéniable de formuler une appréciation correcte de « tout au moins » opérée par le Néo-Destour qui, par la voix de son leader Bourghiba, déclarait récemment à « La Vérité » que les négociations entre son parti et le gouvernement français ne pouvaient devenir une réalité, que dans le cadre de l'Indépendance et de la Souveraineté tunisienne.

Les données du problème

Les discussions entre le Destour et l'impérialisme français étaient dans l'impasse. Bourghiba et ses amis ont estimé que la tactique d'entrée permettrait de forger un nouveau cadre aux discussions.

Le prochain numéro de

« La Vérité » paraîtra le

23 NOVEMBRE 1950

se réaliser, les travailleurs et les organisations refusent de lutter avec eux, car ils craignent — l'expérience du passé montre que c'est fondé — d'être embrigadés dans un bloc.

Mot Lutter contre les 18 mois n'est pas se soumettre au Kremlin c'est défendre un intérêt évident des travailleurs. Il faut former des Comités de lutte où s'unissent toutes les organisations et tous les travailleurs pour combattre sur un seul point: contre les 18 mois. Ces Comités doivent fonctionner démocratiquement sous le contrôle des travailleurs et en particulier des jeunes pour qu'ils ne puissent être utilisés par d'autres face que la lutte contre les 18 mois. La cause la démocratie est une condition de la lutte efficace.

Le seul critère sera: pour ou contre les 18 mois, pour ou contre les meilleures méthodes de lutte, les meilleures méthodes de mobiliser les masses dans chaque usine, dans chaque localité, par des initiatives, des meetings, des Congrès, des manifestations locales, régionales et nationales et même internationales.

Sur cette voie, des millions de travailleurs peuvent s'unir et briser la loi des 18 mois.

Les chefs stalinien ont réussi à faire de sectarisme à empêcher les masses de se mobiliser, même pour une lutte juste, comme c'est le cas contre les 18 mois. Ils ont réussi à isoler les militants du P.C.F. en voulant imposer à quiconque veut agir toute leur politique. A chaque fois qu'ils entreprennent une lutte quelconque, ils veulent imposer l'acceptation des quatre points de Prague, l'appel de Stockholm, etc., en un mot la soumission à la diplomatie du bloc soviétique. Résultat: même en un point où l'accord peut

se réaliser, les travailleurs et les organisations refusent de lutter avec eux, car ils craignent — l'expérience du passé montre que c'est fondé — d'être embrigadés dans un bloc.

Mot Lutter contre les 18 mois n'est pas se soumettre au Kremlin c'est défendre un intérêt évident des travailleurs. Il faut former des Comités de lutte où s'unissent toutes les organisations et tous les travailleurs pour combattre sur un seul point: contre les 18 mois. Ces Comités doivent fonctionner démocratiquement sous le contrôle des travailleurs et en particulier des jeunes pour qu'ils ne puissent être utilisés par d'autres face que la lutte contre les 18 mois. La cause la démocratie est une condition de la lutte efficace.

Le seul critère sera: pour ou contre les 18 mois, pour ou contre les meilleures méthodes de lutte, les meilleures méthodes de mobiliser les masses dans chaque usine, dans chaque localité, par des initiatives, des meetings, des Congrès, des manifestations locales, régionales et nationales et même internationales.

Sur cette voie, des millions de travailleurs peuvent s'unir et briser la loi des 18 mois.

Les chefs stalinien ont réussi à faire de sectarisme à empêcher les masses de se mobiliser, même pour une lutte juste, comme c'est le cas contre les 18 mois. Ils ont réussi à isoler les militants du P.C.F. en voulant imposer à quiconque veut agir toute leur politique. A chaque fois qu'ils entreprennent une lutte quelconque, ils veulent imposer l'acceptation des quatre points de Prague, l'appel de Stockholm, etc., en un mot la soumission à la diplomatie du bloc soviétique. Résultat: même en un point où l'accord peut

se réaliser, les travailleurs et les organisations refusent de lutter avec eux, car ils craignent — l'expérience du passé montre que c'est fondé — d'être embrigadés dans un bloc.

Mot Lutter contre les 18 mois n'est pas se soumettre au Kremlin c'est défendre un intérêt évident des travailleurs. Il faut former des Comités de lutte où s'unissent toutes les organisations et tous les travailleurs pour combattre sur un seul point: contre les 18 mois. Ces Comités doivent fonctionner démocratiquement sous le contrôle des travailleurs et en particulier des jeunes pour qu'ils ne puissent être utilisés par d'autres face que la lutte contre les 18 mois. La cause la démocratie est une condition de la lutte efficace.

Le seul critère sera: pour ou contre les 18 mois, pour ou contre les meilleures méthodes de lutte, les meilleures méthodes de mobiliser les masses dans chaque usine, dans chaque localité, par des initiatives, des meetings, des Congrès, des manifestations locales, régionales et nationales et même internationales.

Sur cette voie, des millions de travailleurs peuvent s'unir et briser la loi des 18 mois.

Les chefs stalinien ont réussi à faire de sectarisme à empêcher les masses de se mobiliser, même pour une lutte juste, comme c'est le cas contre les 18 mois. Ils ont réussi à isoler les militants du P.C.F. en voulant imposer à quiconque veut agir toute leur politique. A chaque fois qu'ils entreprennent une lutte quelconque, ils veulent imposer l'acceptation des quatre points de Prague, l'appel de Stockholm, etc., en un mot la soumission à la diplomatie du bloc soviétique. Résultat: même en un point où l'accord peut

se réaliser, les travailleurs et les organisations refusent de lutter avec eux, car ils craignent — l'expérience du passé montre que c'est fondé — d'être embrigadés dans un bloc.

Mot Lutter contre les 18 mois n'est pas se soumettre au Kremlin c'est défendre un intérêt évident des travailleurs. Il faut former des Comités de lutte où s'unissent toutes les organisations et tous les travailleurs pour combattre sur un seul point: contre les 18 mois. Ces Comités doivent fonctionner démocratiquement sous le contrôle des travailleurs et en particulier des jeunes pour qu'ils ne puissent être utilisés par d'autres face que la lutte contre les 18 mois. La cause la démocratie est une condition de la lutte efficace.

Le seul critère sera: pour ou contre les 18 mois, pour ou contre les meilleures méthodes de lutte, les meilleures méthodes de mobiliser les masses dans chaque usine, dans chaque localité, par des initiatives, des meetings, des Congrès, des manifestations locales, régionales et nationales et même internationales.

Sur cette voie, des millions de travailleurs peuvent s'unir et briser la loi des 18 mois.

Les chefs stalinien ont réussi à faire de sectarisme à empêcher les masses de se mobiliser, même pour une lutte juste, comme c'est le cas contre les 18 mois. Ils ont réussi à isoler les militants du P.C.F. en voulant imposer à quiconque veut agir toute leur politique. A chaque fois qu'ils entreprennent une lutte quelconque, ils veulent imposer l'acceptation des quatre points de Prague, l'appel de Stockholm, etc., en un mot la soumission à la diplomatie du bloc soviétique. Résultat: même en un point où l'accord peut

se réaliser, les travailleurs et les organisations refusent de lutter avec eux, car ils craignent — l'expérience du passé montre que c'est fondé — d'être embrigadés dans un bloc.

Mot Lutter contre les 18 mois n'est pas se soumettre au Kremlin c'est défendre un intérêt évident des travailleurs. Il faut former des Comités de lutte où s'unissent toutes les organisations et tous les travailleurs pour combattre sur un seul point: contre les 18 mois. Ces Comités doivent fonctionner démocratiquement sous le contrôle des travailleurs et en particulier des jeunes pour qu'ils ne puissent être utilisés par d'autres face que la lutte contre les 18 mois. La cause la démocratie est une condition de la lutte efficace.

Le seul critère sera: pour ou contre les 18 mois, pour ou contre les meilleures méthodes de lutte, les meilleures méthodes de mobiliser les masses dans chaque usine, dans chaque localité, par des initiatives, des meetings, des Congrès, des manifestations locales, régionales et nationales et même internationales.

Sur cette voie, des millions de travailleurs peuvent s'unir et briser la loi des 18 mois.

Les chefs stalinien ont réussi à faire de sectarisme à empêcher les masses de se mobiliser, même pour une lutte juste, comme c'est le cas contre les 18 mois. Ils ont réussi à isoler les militants du P.C.F. en voulant imposer à quiconque veut agir toute leur politique. A chaque fois qu'ils entreprennent une lutte quelconque, ils veulent imposer l'acceptation des quatre points de Prague, l'appel de Stockholm, etc., en un mot la soumission à la diplomatie du bloc soviétique. Résultat: même en un point où l'accord peut

se réaliser, les travailleurs et les organisations refusent de lutter avec eux, car ils craignent — l'expérience du passé montre que c'est fondé — d'être embrigadés dans un bloc.

Mot Lutter contre les 18 mois n'est pas se soumettre au Kremlin c'est défendre un intérêt évident des travailleurs. Il faut former des Comités de lutte où s'unissent toutes les organisations et tous les travailleurs pour combattre sur un seul point: contre les 18 mois. Ces Comités doivent fonctionner démocratiquement sous le contrôle des travailleurs et en particulier des jeunes pour qu'ils ne puissent être utilisés par d'autres face que la lutte contre les 18 mois. La cause la démocratie est une condition de la lutte efficace.

Le seul critère sera: pour ou contre les 18 mois, pour ou contre les meilleures méthodes de lutte, les meilleures méthodes de mobiliser les masses dans chaque usine, dans chaque localité, par des initiatives, des meetings, des Congrès, des manifestations locales, régionales et nationales et même internationales.

Sur cette voie, des millions de travailleurs peuvent s'unir et briser la loi des 18 mois.

Les chefs stalinien ont réussi à faire de sectarisme à empêcher les masses de se mobiliser, même pour une lutte juste, comme c'est le cas contre les 18 mois. Ils ont réussi à isoler les militants du P.C.F. en voulant imposer à quiconque veut agir toute leur politique. A chaque fois qu'ils entreprennent une lutte quelconque, ils veulent imposer l'acceptation des quatre points de Prague, l'appel de Stockholm, etc., en un mot la soumission à la diplomatie du bloc soviétique. Résultat: même en un point où l'accord peut

se réaliser, les travailleurs et les organisations refusent de lutter avec eux, car ils craignent — l'expérience du passé montre que c'est fondé — d'être embrigadés dans un bloc.

Mot Lutter contre les 18 mois n'est pas se soumettre au Kremlin c'est défendre un intérêt évident des travailleurs. Il faut former des Comités de lutte où s'unissent toutes les organisations et tous les travailleurs pour combattre sur un seul point: contre les 18 mois. Ces Comités doivent fonctionner démocratiquement sous le contrôle des travailleurs et en particulier des jeunes pour qu'ils ne puissent être utilisés par d'autres face que la lutte contre les 18 mois. La cause la démocratie est une condition de la lutte efficace.

Le seul critère sera: pour ou contre les 18 mois, pour ou contre les meilleures méthodes de lutte, les meilleures méthodes de mobiliser les masses dans chaque usine, dans chaque localité, par des initiatives, des meetings, des Congrès, des manifestations locales, régionales et nationales et même internationales.

Sur cette voie, des millions de travailleurs peuvent s'unir et briser la loi des 18 mois.